

Werner Bauer

Les lamentations ne sont pas une option!



Une chose est certaine: les médecins de premier recours ne manquent pas de raisons de se lamenter. Aucun doute: les lamentations ne vont pas aider la médecine de premier recours. De temps en temps, les lamentations peuvent être un outil utile dans l'arsenal des politiciens ou des journalistes (les paysans en ont déjà fait la preuve). Il est vrai qu'un groupe professionnel dont les communications

sont constamment empreintes de jérémiades pourrait éventuellement éveiller un sentiment de pitié chez quelques âmes sensibles du public, mais il ne donne certainement pas l'image d'une profession d'avenir.

Les lamentations n'apportent point de solutions.

Les lamentations ont un effet dissuasif sur la relève.

Les lamentations lassent les politiciens et ennuient les journalistes. Les lamentations ne renforcent pas la confiance dans un groupe professionnel; nous ne souhaitons pas inspirer la pitié et elle ne nous est d'ailleurs d'aucune utilité.

De plus, je suis convaincu que, en dépit de tous les problèmes, des obstacles et des difficultés qui se présentent, la plupart des médecins de premier recours, comme d'ailleurs la majorité des médecins en général, ne voudraient pour rien au monde changer de métier. Nous ne pouvons pas consciemment ignorer le fait que nous vivons à une époque de grands changements et de développements constants qui n'affectent pas seulement les médecins, mais également les groupes professionnels les plus variés, dans et en dehors du domaine de la santé publique. Lors de nos consultations, ces mutations de la société nous sont souvent décrites. Hier par exemple, la propriétaire d'une petite agence de voyage m'a parlé, résignée, de la concurrence surpuissante des offres sur Internet et des super-agences de voyages qui disposent de grands quotas de chambres qu'ils peuvent, dès lors, réserver à des prix dont elle-même ne peut que rêver. En fait, il ne s'agit pas seulement de lamentations. La colère est un autre sentiment qui nous envahit à chaque fois que nous réalisons comme on nous traite. Aujourd'hui, «on» représente malheureusement les représentants de l'administration fédérale et les assureurs maladie. Apparemment, «on» a pris goût à Berne à gouverner par décrets, «on» n'est pas très impressionné par l'impact politique des médecins de premier recours, «on» a l'impression (on se demande bien pourquoi), que l'«on» sait mieux ce qui est le meilleur pour la santé publique et pour les «petits docteurs», et l'«on» a concocté une doctrine difficile à comprendre: améliorer la qualité (au moins verbalement) tout en réduisant constamment les rémunérations des prestataires de service. La colère et les lamentations soulagent peut-être à court terme,

mais à long terme, elles ne suffisent pas et n'apportent pas de solution.

De quoi avons-nous besoin? Nous avons besoin d'un profil professionnel qui inspire et qui convainc, des possibilités de formation postgraduée, bien structurées et de bonne qualité et suffisamment d'influence dans le domaine de la politique professionnelle. Mais cela signifie aussi que nous avons besoin d'engagement personnel! Indépendamment de notre volonté, la distribution des rôles dans le domaine de la santé publique et les profils professionnels existants sont en train de se modifier. De nouvelles professions s'établissent, cherchent leur créneau et se battent pour leur part du marché.

Aujourd'hui, le «vieux» médecin de premier recours doit réactualiser son profil professionnel et projeter une image qui défend le rôle essentiel de la relation médecin-patient et qui positionne, de manière convaincante, les médecins de premier recours dans le domaine de la santé publique actuelle. En tant que spécialistes de la communication, du diagnostic et de la coordination, ils doivent se positionner au cœur du processus de prise de décision. Dans une équipe formée de différents spécialistes, ils traiteront eux-mêmes tous les domaines où ils excellent et délégueront les tâches où d'autres sont plus compétents.

L'ancien profil professionnel doit être remplacé par des concepts de cabinet médical et des modèles de travail modernes, qui soient compatibles avec la conception de la philosophie de vie de la génération actuelle. Des médecins de premier recours, pères ou mères de famille, qui rentrent à la maison tard le soir, avec un classeur débordant de rapports à dicter, alors que les enfants dorment déjà, devraient devenir des exceptions.

Un profil professionnel attrayant, des médecins de premiers recours optimistes et engagés comme «porte-drapeaux» et une formation postgraduée bien structurée sont les conditions préalables pour que de jeunes collègues se décident de nouveau pour notre beau métier où les lamentations seront remplacées par l'enthousiasme. Nous espérons que le projet de créer une association nationale des médecins de premiers recours, proposé par les associations régionales des médecins de premier recours, conduira à une organisation active et influente qui, avec les efforts réunis de la SSMG, de la SSMI et de la SSP, pourra représenter efficacement nos intérêts devant l'Etat et les assureurs. Il faut à tout prix éviter de créer, une fois de plus, une nouvelle société qui ne regrouperait pas tous les médecins de premier recours. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, une association des médecins de premier recours ne peut agir de façon puissante et efficace que lorsqu'elle est portée par l'engagement des confrères et consœurs, prêts à mettre à disposition une partie de leur temps, de leur fantaisie et de leur capacité de travail pour une fonction ou un mandat.

Car la lamentation n'est pas une option!